



Croisade morale et politique de statut

Lilian Mathieu

► To cite this version:

Lilian Mathieu. Croisade morale et politique de statut : Quelques hypothèses à propos du mouvement abolitionniste. Croisades privées et problèmes publics. L'héritage sociologique de Joseph Gusfield, Nov 2015, Paris, France. halshs-01326648

HAL Id: halshs-01326648

<https://shs.hal.science/halshs-01326648>

Submitted on 4 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lilian Mathieu
 Centre Max Weber
 CNRS-ENS de Lyon

Croisade morale et politique de statut : Quelques hypothèses à propos du mouvement abolitionniste

Colloque « Croisades privées et problèmes publics. L'héritage sociologique de Joseph Gusfield », Paris, 23-24 novembre 2015

Pendant longtemps, la sociologie politique française n'a pas pris la mesure de l'importance de *Symbolic Crusade*, le premier livre de Gusfield consacré au mouvement antialcoolique américain. L'ouvrage n'a pas été traduit en français et sa présence est en général discrète dans les synthèses en sociologie des mobilisations. La spécificité de son objet — un mouvement de réputation conservatrice et paraissant appartenir au passé — en est sans doute en partie responsable. Les sociologues et politistes français qui sont ainsi passés à côté de *Symbolic Crusade* se sont condamnés à parfois découvrir isolément les enjeux traités dans le livre et à leurs apporter des réponses moins satisfaisantes que celles élaborées bien avant eux par Gusfield. L'actuelle montée en puissance de mouvements conservateurs — on pense à la dite « Manif pour tous » — pourrait favoriser une redécouverte de la contribution majeure de Gusfield sur le mode du « mieux vaut tard que jamais » mais en présentant un autre péril, celui qui consisterait à plaquer les pistes d'analyse élaborées il y a soixante ans pour l'étude du mouvement pour la tempérance sur des réalités qui ne s'y prêtent pas ou pas totalement. C'est à une mobilisation prudente des outils d'analyse forgés par Gusfield qu'invite la présente communication¹.

Politique, symboles et croisades

La thèse principale de *Symbolic Crusade* est connue. Le mouvement pour la tempérance y est analysé comme relevant d'une politique de statut en ce qu'il affirmait la supériorité du mode de vie ascétique de la petite bourgeoisie protestante américaine. Comme d'autres enjeux de réforme morale, la promotion de l'abstinence peut dans cette perspective être analysée, dit Gusfield, comme « une voie par laquelle un groupe culturel agit pour préserver, défendre ou rehausser la prédominance et le prestige de son style de vie à l'intérieur de la société globale » (Gusfield 1970, p. 3).

¹ Les données sur lesquelles repose cette communication ont été pour partie recueillies dans le cadre du projet « Proscrim » (ANR-DFG).

La thèse innove, au moment de la parution de l'ouvrage, sur deux points majeurs. Le premier est l'affirmation que les enjeux proprement symboliques, et spécialement l'allocation inégale du prestige au sein du monde social, sont éminemment politiques. Le second réside dans la distinction entre politique de statut et politique de classe : la première a l'allocation du prestige pour enjeu tandis que la seconde procède d'un conflit pour la distribution des ressources matérielles. Quoiqu'étroitement liées dans l'ouvrage, les deux idées ont connu des postérités sociologiques distinctes. La première est d'une certaine manière au cœur de *La Distinction* (1979) — cela bien que Gusfield soit absent de l'index du livre de Bourdieu — puisque les rapports de classe y sont analysés comme des luttes symboliques pour l'imposition du goût dominant. La seconde a nourri le courant d'analyse dit des « Nouveaux mouvements sociaux » qui postule une césure temporelle entre mouvements « anciens », dont le mouvement ouvrier serait le paradigme et qui exprimerait des revendications matérielles, et « nouveaux » mouvements aux préoccupations post-matérialistes ou « identitaires ». Si ce courant d'analyse se réfère généralement plus à Inglehart qu'à Gusfield, et s'il est le plus souvent rattaché aux noms de Touraine ou Melucci, il est à noter que Gusfield en a lui-même livré une formulation aux côtés de Hank Johnson et Enrique Laraña dans le chapitre introductif à *New Social Movements: From Ideology to Identity* (1994).

On sait que les postulats de ce courant ont été l'objet de sérieuses critiques, qui contestent tant la césure temporelle entre l'ancien et le nouveau (puisqu'on trouve des « Nouveaux mouvements sociaux » dès le XIX^e siècle) que celle entre enjeux matérialistes et symboliques (puisque, comme y insiste Honneth (2000), l'allocation de certains biens matériels est aussi expression de reconnaissance). Reste qu'insister sur le fait que le prestige est, au sein du monde social, l'enjeu de luttes parfois féroces et aux conséquences politiques majeures (qu'on pense aux répercussions de la prohibition) a, au moment de la parution de *Symbolic Crusade*, constitué une avancée sociologique décisive en se démarquant tant de l'économisme de la vulgate marxiste que de l'utilitarisme qui n'allait pas tarder à se développer dans le sillage d'Olson et de la mobilisation des ressources.

Si la dimension « symbolique » des mouvements sociaux a été bien repérée, l'autre terme présent dans le titre de l'ouvrage de Gusfield — celui de croisade — a été beaucoup moins commenté. À ma connaissance, Gusfield n'a jamais exposé les motivations du choix de ce terme ni explicité la signification précise qu'il lui donne. Pourtant, la notion a elle aussi connu une postérité notable, par exemple dans une série d'études sur les mouvements hostiles à la pornographie du début des années 1970 qui se réfèrent explicitement à Gusfield et tentent d'apprécier la validité de ses pistes d'analyse (Zurcher et Kirkpatrick 1976 ; Wallis et Bland 1979). Elle a surtout connu une extension devenue canonique grâce à un autre sociologue issu de la tradition de Chicago, Howard Becker, sous les traits désormais célèbres de l'entrepreneur de morale, cet individu « fervent et vertueux » qui « estime que le monde ne peut pas être en ordre » tant que n'aura pas été éradiquée « telle ou telle forme de mal qui le choque profondément » (Becker 1985, p. 171). Le terme de « croisé » est ici justifié par le fait que « le réformateur moral typique croit avoir une mission sacrée » et se montre « souvent imbu de sa vertu » (*ibid.*).

J'ai pour ma part, en m'inscrivant dans la continuité directe de Gusfield et de Becker mais en m'appuyant également sur d'autres auteurs (tels qu'Oberschall), proposé une définition du concept qui prend au sérieux les harmoniques à la fois guerrières et missionnaires attachées au terme de croisade : les croisades morales se distingueraient d'autres mouvements sociaux en ce qu'elles viseraient une conversion

généralisée à une conception de l'ordre naturel ou social prétendant à l'universalité. Convaincus d'être porteurs d'une vérité qui ne saurait souffrir d'exception, les militants des croisades morales s'opposent sur ce plan à ceux, aux revendications relativistes ou relevant d'un « droit à la différence », qui invoquent à l'inverse la coexistence d'une pluralité d'ordres normatifs distincts (Mathieu 2005).

Cette définition provisoire avait été élaborée il y a une quinzaine d'années, à l'orée d'une recherche sur le mouvement anti-avortement qui a elle-même avorté. Je l'ai plus récemment reprise à l'occasion d'un travail sur les recompositions du mouvement français pour l'abolition de la prostitution, pour l'étude duquel elle m'a paru heuristique. Le mouvement abolitionniste considère en effet que la prostitution est une forme de mal, en l'occurrence une forme d'esclavage, qui doit être éradiquée pour que le monde puisse être en ordre. Ce ne sont pas certaines formes particulièrement sordides ou dégradantes de sexualité vénale qui sont l'objet de son combat, mais la prostitution dans son essence-même, en ce qu'elle lui apparaît mauvaise « sans réserve ni nuances » (Becker, p. 171). Ne manque pas à l'appel la « coloration humanitaire marquée » des croisades morales puisque les abolitionnistes n'entendent pas seulement imposer aux autres (en l'occurrence aux prostituées et à leurs clients) de « bien » se comporter selon leur appréciation mais estiment qu'il est « bon » pour eux de « bien » se conduire (*ibid.*, p. 172).

Dans *Symbolic Crusade*, Gusfield ne fait pas que suggérer une notion heuristique pour l'étude du mouvement abolitionniste. Les éléments historiques exposés dans l'ouvrage incitent à poursuivre la comparaison entre le mouvement américain pour la tempérance et celui qui, aujourd'hui en France, lutte pour l'éradication de la prostitution. Les deux mouvements sont en effet apparus au sein de milieux similaires, ont été historiquement liés et relèvent d'une même approche réformatrice en matière de mœurs. Ils ont surtout connu des évolutions comparables, à savoir le passage d'une approche à dominante pédagogique et paternaliste (*assimilative reform*) à une démarche coercitive (*coercive reform*). L'enjeu de la suite de cette communication est d'appliquer les pistes d'analyse proposées par Gusfield au mouvement abolitionniste français afin de mesurer la pertinence du modèle initialement forgé pour l'étude des croisades de la tempérance.

Un paternalisme progressiste

Le parallèle tenté ici entre mouvement pour la tempérance et abolitionnisme se justifie par les origines en grande partie communes des deux mouvements. Certes, leurs contextes d'émergence sont distincts : le mouvement pour l'abstinence apparaît aux États-Unis dans les années 1820 tandis que l'abolitionnisme naît en Angleterre dans les années 1860 (et se développe rapidement outre-Atlantique, cf. Pivar 1973). Mais tous deux apparaissent au sein de milieux sociaux comparables, à savoir les fractions féminines de la petite et moyenne bourgeoisie protestante, et sont inspirés par des visions du monde en large mesure communes. Ils se situent tous les deux dans la filiation de la lutte pour l'abolition de l'esclavage, à laquelle l'abolitionnisme en matière de prostitution emprunte son nom pour mieux se poser comme son héritier. L'abolition qu'il vise alors n'est cependant pas tant celle de la prostitution elle-même que celle de sa réglementation administrative, stigmatisée comme un encouragement au vice et comme attentatoire à la dignité des femmes prostituées. Il est probable, compte tenu de ces proximités, que relativement nombreuses étaient les femmes à s'investir parallèlement dans les deux causes, par ailleurs liées par des imaginaires de déchéance similaires.

Ainsi Gusfield pointe-t-il que la prostitution était présente parmi les maux associés à l'alcoolisme par la Women's Christian Temperance Union (WTCU), dans des termes semblables à ceux mobilisés au même moment par les abolitionnistes².

Les deux mouvements ont en effet pour caractéristique commune d'articuler, dans un équilibre instable, puritanisme et progressisme, puisant dans une doctrine religieuse rigoriste des arguments en faveur d'une certaine émancipation des couches défavorisées. Gusfield souligne ainsi le tournant progressiste et social emprunté par la WTCU dans les années 1870. Sous l'influence de sa dirigeante Frances Willard, l'organisation se rapproche du mouvement syndical naissant pour faire de l'amélioration des conditions d'existence des classes laborieuses des garde-fous devant une désintégration familiale et sociale dont l'alcoolisme serait le principal symptôme. Au même moment, en Angleterre, la fondatrice du mouvement abolitionniste Josephine Butler tisse elle aussi des liens avec le mouvement ouvrier pour dénoncer une prostitution qui recrute parmi les couches les plus misérables de la société industrielle.

À cette sensibilité sociale s'ajoute une coloration féministe marquée. La WTCU s'inquiète du sort des mères de famille dont l'époux dilapide le budget au bar, et tremble pour les jeunes femmes obligées de travailler dans des saloons où elles sont exposées à tous les périls. De leur côté, les abolitionnistes dénoncent la répression dont sont victimes les prostituées alors que leurs clients jouissent d'une complète impunité, et proclament que « la pratique de l'impureté est aussi répréhensible chez l'homme que chez la femme »³. La dénonciation de la situation réservée aux femmes dans un ordre social fondé sur la domination masculine est cependant ambivalente car marquée par un fort préjugé de classe. Pour les deux mouvements, l'enjeu est d'inciter les couches paupérisées à imiter ceux qui se posent comme leurs sauveurs, en adoptant leur mode de vie fondé sur l'ascétisme tant en matière sexuelle que de consommation d'alcool. Ainsi, pour les abolitionnistes, il n'est point de sexualité légitime en dehors du strict cadre conjugal hétérosexuel à vocation reproductive, et le chaste célibat est autant voire plus que le mariage posé en horizon pour les prostituées repentantes.

On sait qu'il s'agit là de l'argument central de la démonstration de Gusfield : convaincus de l'excellence et de la supériorité de leur mode de vie, les membres de l'*old middle class* entendaient exercer un magistère moral sur les couches sociales inférieures qu'il s'agissait d'amener, « pour leur bien », à adopter leurs propres codes de conduite. Une telle mansuétude n'en repose pas moins sur la domination, et la bienveillance est toujours susceptible de se transformer en répression lorsque l'inférieur fait preuve de mauvaise volonté à prendre son supérieur pour modèle. Il est à ce propos significatif que les deux mouvements aient connu des évolutions parallèles. De même que le mouvement pour la tempérance est passé d'une approche assimilative à une démarche coercitive, l'abolitionnisme de la fin du XIX^e siècle a connu un tournant puritain plaidant pour un recours à la loi afin d'assurer un contrôle plus strict des loisirs juvéniles et de la décence publique (Walkowitz 1980).

² Kathleen Blee (2009) signale, dans son étude des femmes du Ku Klux Klan, que celles-ci étaient engagées à la fois au sein du mouvement pour la tempérance (et notamment dans la WCTU) et dans la lutte contre la prostitution et la traite des êtres humains. Même si Blee ne se réfère pas à Gusfield, le Women of the Ku Klux Klan paraît relever lui aussi d'une politique de statut mêlant préoccupations sociales et puritanisme haineux.

³ Cité in Mathieu (2014, p. 28). Position similaire chez les croisées de la tempérance, à propos desquelles Gusfield indique que « even in an attack on prostitution and in its aid to destitute women there was a harsh criticism of men and the double standard of morality which allowed clients to go free » (p. 89).

Grandeur et déclin de l'abolitionnisme français

Né en Angleterre, l'abolitionnisme a rapidement essaimé en France, pays d'invention de la réglementation de la prostitution. Il s'y est développé au sein des mêmes réseaux de la bourgeoisie protestante et des courants progressistes, qui y sont restés prédominants — quoique politiquement inefficaces — jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La Libération a ouvert une période d'importantes recompositions au sein de l'abolitionnisme français (Mathieu, à paraître). Celui-ci triomphe enfin du réglementarisme honni mais doit attendre une quinzaine d'années avant de remporter une victoire complète : si les maisons closes sont effectivement interdites en 1946, ce n'est qu'en 1960 qu'est aboli le contrôle sanitaire obligatoire des prostituées, à l'occasion de la ratification par la France de la Convention de l'ONU pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.

La même période assiste à l'effacement des protestants au profit des catholiques, et plus spécialement des catholiques sociaux. Ce qui était avant-guerre la principale organisation abolitionniste, l'Union temporaire contre la prostitution réglementée et la traite des êtres humains, se reconstitue sous le nom d'Union française contre le trafic des femmes mais sans parvenir à retrouver son dynamisme d'antan. Elle peine d'autant plus à s'imposer qu'une large partie de ses membres préfère s'investir au sein du Cartel d'action morale et sociale, héritier de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique, dont le périmètre d'action dépasse les seuls enjeux prostitutionnels (le Cartel se rendra ainsi célèbre en engageant des poursuites contre des romans de Henry Miller et Boris Vian). C'est des rangs du Cartel que naît en 1956 une nouvelle organisation, les Équipes d'action contre la traite des femmes et des enfants, destinée à militer pour un alourdissement des peines prononcées contre les proxénètes. Son fondateur est Jean Scelles, un ancien parlementaire MRP passé par le Sillon et la Jeune République de Marc Sangnier, sensibilisé à la prostitution par un compagnon de cellule proxénète lorsqu'il était emprisonné pour faits de résistance en Algérie pendant la guerre.

Mais la nouvelle organisation la plus significative des recompositions de l'abolitionnisme est indéniablement le Nid. Celui-ci est officiellement fondé en 1946 par l'abbé Talvas, prêtre breton devenu aumônier national adjoint de la Ligue ouvrière chrétienne (qui précède l'Action catholique ouvrière). Reconnu rapidement comme mission d'Église par le cardinal Suhard, le Nid témoigne non seulement d'un investissement d'ampleur inédite du catholicisme au sein de l'abolitionnisme, mais annonce sa prédominance sur l'ensemble du mouvement. Le Nid recrute ses premières « équipières » au sein de la JOC ; celles-ci partent à la rencontre des prostituées pour leur apporter le secours du message du Christ, en conformité avec la devise jociste « nous référons chrétiens nos frères » (Pelletier & Schlegel 2012). L'association se développe rapidement et implante des foyers de « reclassement » des prostituées dans plusieurs villes. Elle s'impose comme une référence dans le traitement social de la prostitution devenu priorité des politiques publiques après 1960. La professionnalisation de son action amènera en 1971 à une scission : l'Amicale du Nid rassemble depuis des travailleurs sociaux diplômés et salariés, chargés de proposer assistance et réinsertion aux prostituées, tandis que le Mouvement du Nid mène une action de sensibilisation de l'opinion publique sur la nécessité d'abolir la prostitution — nouveau sens que prendra l'appellation d'abolitionnisme à partir des années 1990.

Les viviers de recrutement de l'abolitionnisme de l'après-guerre signalent clairement un changement de base sociale : Sillon, MRP, ACO, JOC, la bourgeoisie protestante cède la place aux courants « sociaux » de l'Église catholique. Si la

composition des Équipes d'action apparaît élitiste et conservatrice — l'association est principalement composée d'avocats, magistrats, officiers, hauts fonctionnaires et patrons, aux engagements de droite et de centre-droit —, le Mouvement du Nid, dont les effectifs sont beaucoup plus nombreux, présente un recrutement davantage populaire et progressiste. Celui-ci peut être approché au travers de l'étude consacrée dans les années 1970 par André Rousseau (1982) aux militants de l'ACO (où se retrouvent les jocistes devenus adultes), qui révélait une majorité d'origines populaires (ouvrières et paysannes) chez des catholiques à qui la démocratisation scolaire de l'après-guerre a permis d'accéder à la classe moyenne (ils sont principalement employés, cadres moyens, instituteurs, infirmières ou assistantes sociales), au fort taux de syndicalisation (les trois quarts à la CFDT) et aux engagements marqués à gauche.

Dans les années 1970, le Mouvement du Nid s'inscrit pleinement dans la mouvance dite des « cathos de gauche » (Grignon 1977 ; Pelletier & Schlegel 2012), aux côtés d'organisations (JOC, JAC, CFDT, CSF, etc.) et de mouvements investis dans diverses causes (telle la FASTI dans la défense des travailleurs immigrés). Il est dans une certaine mesure porté par la dynamique contestataire des « années 68 », au point de se laisser localement gagner par les influences gauchistes. C'est le cas à Lyon où sa section offre un appui décisif aux prostituées qui entendent protester contre la répression policière. L'épisode célèbre de l'occupation de l'église Saint-Nizier (Mathieu 2001), entièrement préparée et organisée par les militants du Nid, mérite qu'on s'y arrête, en ce qu'il paraît se situer aux limites de ce que Gusfield désigne comme *assimilative reform*. Limites intérieures en quelque sorte, puisqu'il s'agissait bien, en favorisant leur mobilisation collective, de fournir aux prostituées les moyens d'une « prise de conscience » que leur activité relève de l'aliénation et que leur émancipation ne peut que prendre le chemin de la réinsertion. Mais limites malgré tout puisque les militants abolitionnistes lyonnais, misant sur une auto-émancipation des opprimés théorisée par le pédagogue brésilien Paulo Freire (1974), prenaient dans le même temps le risque que des revendications inattendues ou indésirables (comme celle d'un statut professionnel ouvrant à la protection sociale) surgissent d'un mouvement sur lequel ils entendaient n'exercer qu'un contrôle minimal. Conscients du péril qu'il y avait à ainsi renoncer à tout magistère moral sur celles qu'il s'agissait d'émanciper en les réinsérant, les dirigeants parisiens du Nid n'osèrent cependant désapprouver trop explicitement un mouvement au retentissement aussi considérable.

Les deux décennies suivantes constituent pour l'abolitionnisme français une phase de déclin et de perte d'influence. Les normes qu'il défend en matière sexuelle apparaissent rétrogrades en regard des avancées des mouvements féministes et homosexuels. Au début des années 1990, son trimestriel *Prostitution et société* se fait encore le défenseur de la famille traditionnelle, proclamant que « la fidélité [est] toujours une valeur sûre » (n° 101, 1993, p. 4) et regrettant la « banalisation du divorce » et les « blessures internes » qu'il provoque chez les enfants (n° 102, 1993, p. 4). Il se fait plus globalement le relais des positions de la hiérarchie catholique en matière de mœurs et de sexualité, donnant par exemple la parole au prêtre et psychanalyste Tony Anatrella qui dénonce le mariage homosexuel comme « une aberration » et s'en prend à une libération sexuelle qui aurait bloqué « la relation à l'autre » (n° 92, 1991, p. 22 et 21). La cause de l'abolition de la prostitution est au même moment fragilisée par la lutte contre le sida, porteuse d'une nouvelle modernité sexuelle fondée sur la responsabilisation individuelle et la lutte contre la stigmatisation des sexualités minoritaires. L'apparition des associations de prévention en milieu prostitutionnel scandalise les abolitionnistes non seulement parce qu'elle marque le

retour des préoccupations sanitaires mais surtout parce qu'elle remet en cause l'horizon de la réinsertion. En ne faisant plus de l'arrêt de la prostitution la seule solution aux malheurs de prostituées, mais en favorisant leur pratique du safe sex et en plaidant pour une amélioration de leurs conditions d'exercice, la lutte contre le sida esquisse une nouvelle représentation de la prostituée sous les traits de la travailleuse du sexe exigeant la pleine reconnaissance de son activité.

Un tournant répressif difficile à négocier

Le déclin de l'abolitionnisme est aussi celui, plus général, de sa base politique et sociale. Courant influent dans les années 1960 et 1970, les « cathos de gauche » s'effacent de la scène publique à partir de la décennie suivante. Les organisations les plus emblématiques — on pense spécialement à la CFDT — de la mouvance connaissent des réorientations idéologiques majeures dans le même temps que les rapports de force internes à l'institution ecclésiale se font défavorables avec le tour conservateur emprunté sous le pontificat de Jean-Paul II.

L'abolitionnisme français a pourtant su, au cours de la dernière quinzaine d'années, stopper et inverser cette pente déclinante, au point de devenir le principal inspirateur des politiques publiques en la matière. Il y est parvenu en estompant son identité religieuse mais surtout se mobilisant autour d'une revendication inédite, celle de la pénalisation des clients de la prostitution. Son adoption rompt radicalement avec la manière dont, depuis ses origines, le mouvement — et tout spécialement le Nid — avait traité de la question des clients. De fait, celle-ci n'avait reçu qu'une attention limitée, le problème de la prostitution étant prioritairement envisagé comme celui des femmes prostituées (dans une bien moindre mesure des hommes prostitués) et des proxénètes. Lorsque la réglementation de la prostitution constituait encore sa principale cible, l'existence d'établissements spécialisés était dénoncée comme créant artificiellement la demande de contacts sexuels tarifés : « La simple présence d'une maison de tolérance est une provocation à la débauche. Loin de soulager l'obsession, elle peut l'entretenir et la développer » affirmait ainsi le trimestriel du Nid en 1955 (*Moissons nouvelles*, n° 14-15, p. 35). Les décennies suivantes voient la figure du client rapprochée de celle la prostituée dans un mal-être commun. Les hommes qui recourent à la sexualité mercantile sont par exemple décrits comme « hypoévolués au point de vue sexuel et affectif et souvent, par surcroît, névrosés ou déséquilibrés » (*Moissons nouvelles*, 1964, n° 51, 116). Au milieu des années 1990, la principale plume du Nid, Claudine Legardinier, pouvait encore dépeindre le client comme « poussé par le mal-être et la difficulté à communiquer mais se trompant lorsqu'il cherche une réponse à ses problèmes dans une consommation sexuelle qui ne serait qu'un marché de dupes où client et prostitué(e) sont floués, pendant que le proxénète ramasse les dividendes » (1996, p. 11).

Cette perception psychologisante et misérabiliste inspire durablement l'hostilité du Nid à l'égard des options répressives. Au début années 1980, le Mouvement prend clairement position contre l'option d'une sanction des clients : « “Supprimons les clients et nous supprimerons du même coup la prostitution !” Dès lors, plus de demande. Donc plus d'offre. C'est d'une simplicité enfantine. Il fallait y penser, voilà tout. C'est ainsi en parfaite méconnaissance de causes du phénomène prostitutionnel que se trouvent ainsi accréditées dans l'opinion publique de telles idées. Méfions-nous des idées toutes faites du même genre et encore plus des apparences. Les premières nous dispensent toujours de réfléchir et ce n'est jamais à notre avantage » (*Femmes et mondes*, n° 55, 1981, p. 3).

La même hostilité est réaffirmée dix ans — « La disparition du client, ce n'est pas monter les enchères de la répression » (*Prostitution et société*, n° 91, 1990, p. 37) — et vingt ans plus tard : « Pénaliser les clients reviendrait à opter pour une mesure prohibitionniste. Le MdN a toujours été opposé aux mesures sur le racolage qui enfoncent les personnes prostituées dans la mort sociale et les condamnent à plus d'exploitation, y compris de la part de l'État. En toute logique, il les refuse également pour les clients » (*Prostitution et société*, 2002, n° 139, p. 27).

Mais en 2007, le conseil national du Mouvement du Nid se range en faveur de « l'établissement d'une norme légale interdisant l'achat d'un acte sexuel ». On perçoit le déchirement entre pédagogie et répression que ressent alors l'association à la lecture de cette justification pour le moins paradoxale d'une « sanction qui ne devra (...) pas être utilisée à des fins punitives mais au contraire comme un levier de prévention et de responsabilisation » (*Prostitution et société*, 2007, n° 156, p. 28-29). Deux ans plus tard, cette dimension pédagogique s'est estompée et c'est avec fermeté que le Mouvement exige l'interdiction de l'achat de tout service sexuel par des clients avant tout désignés comme des agresseurs (*Prostitution et société*, 2009, n° 166, p. 25).

Il est bien évidemment tentant de lire cette conversion d'une approche misant sur l'éveil des consciences à une option privilégiant la répression au travers de la grille d'analyse proposée par Gusfield. De toute évidence, la principale organisation de l'abolitionnisme français est passée de l'*assimilative reform* — il s'agissait de privilégier la pédagogie et la responsabilisation individuelle pour amener le client à renoncer à sa coupable consommation — à la *coercive reform* — désormais, c'est en lui infligeant amendes voire peines de prison qu'il sera contraint à cesser de fréquenter les prostituées. Cette grille de lecture est d'autant plus séduisante que, on l'a dit, les bases sociales traditionnelles de l'abolitionnisme se sont affaiblies au cours des trente années qui précèdent le ralliement du Mouvement du Nid à la pénalisation des clients. L'hypothèse doit cependant être envisagée avec prudence. En premier lieu parce que le catholicisme social dont procède la croisade abolitionniste n'a jamais pu prétendre, au sein de la société française, à la position dominante qu'ont pu occuper, au moins pour un temps, la vieille classe moyenne protestante américaine ; si déclin social et politique il y a, il n'est pas de même ampleur. Ensuite, et surtout, parce que la conversion du mouvement aux options coercitives est solidaire de son importante recomposition. De fait, et contrairement à la WTCU du début du XX^e siècle, ce ne sont pas les fractions les plus anciennes du Mouvement du Nid qui se sont ralliées à la pénalisation des clients mais de nouveaux effectifs militants qui n'ont pas nécessairement été socialisés au sein du catholicisme social et se révèlent porteurs d'autres références politiques. Le raidissement n'est pas, ici, synonyme de vieillissement.

Recompositions militantes et idéologiques

Prendre ses distances avec la thèse d'un déclin social prédisposant aux options répressives n'implique pas pour autant que l'œuvre de Gusfield perde son pouvoir d'inspiration. Mais cela à condition de se tourner vers autre partie de cette œuvre, en l'occurrence l'ouvrage plus tardif traduit par Daniel Cefaï sous le titre *La Culture des problèmes publics*. Gusfield y développe l'idée, particulièrement féconde, que la définition des problèmes publics (tels que l'alcool au volant ou la prostitution) est l'enjeu d'une lutte opposant les groupes qui revendiquent leur propriété : « Le concept de "propriété des problèmes publics" dérive de la reconnaissance du fait que, dans les arènes de l'opinion publique, du débat public et de l'action publique, tous les groupes ne

sont pas égaux quant à leur pouvoir, leur influence et leur autorité dans la définition de la réalité d'un problème » (Gusfield 2009, p. 10, voir aussi Gusfield 1989) — et, faudrait-il ajouter, dans la définition de ses solutions. C'est une telle lutte qui caractérise la mouvance abolitionniste à partir de la seconde moitié des années 1990 et c'est elle qui permet d'expliquer la conversion de sa fraction jusqu'alors dominante, à savoir le Mouvement du Nid, à une pénalisation à laquelle il s'était toujours déclaré opposé.

Si le déclin affecte l'ensemble de la mouvance à partir des années 1980, l'une de ses composantes entreprend de se remobiliser avec une particulière vigueur à partir de 1993. Des Équipes d'action contre le proxénétisme (nouveau nom adopté peu auparavant par les Équipes d'action contre la traite des femmes et des enfants) naît la Fondation Scelles, destinée à pérenniser et développer l'œuvre de Jean Scelles. Elle se donne trois missions principales : sensibiliser l'opinion publique pour faire reculer l'exploitation sexuelle sous toutes ses formes, agir auprès des pouvoirs publics pour renforcer les législations et leur application, et aider les victimes de la prostitution en soutenant les associations de terrain. On l'a dit, les Équipes d'action comptaient nettement moins de membres que le Mouvement du Nid mais ses effectifs étaient d'un recrutement beaucoup plus élitiste et insérés à la droite et au centre-droit du champ politique. Les ressources politiques, sociales, économiques et culturelles des membres de la Fondation lui permettent de se faire connaître, notamment via la publication, en 2000, du *Livre noir de la prostitution* et l'organisation à l'UNESCO du colloque « Peuple de l'abîme : la prostitution aujourd'hui » auquel participent académiciens, philosophes médiatiques et plumes du *Figaro*.

Plus conservatrices et comptant nombre de professionnels du droit dans leurs rangs, les Équipes d'action se sont toujours montrées favorables aux options pénales. La Fondation Scelles ne déroge pas à cette inspiration et se fait rapidement le relais de l'éradication de la prostitution via la pénalisation de ses clients que la Suède a instaurée en 1999. Déjà fragilisé, le Mouvement du Nid voit donc sa position dominante au sein de la mouvance abolitionniste concurrencée par la Fondation Scelles, dotée de ressources médiatiques et politiques supérieures et en mesure de se distinguer par des positions plus innovantes et radicales. Il subit de fait ce que Herbert Haines (1982, 2013) appelle un *radical-flank effect*, à savoir le risque de voir ses positions modérées dépassées et disqualifiées par l'apparition d'un concurrent que ses options plus radicales placent à la pointe de la lutte.

La Fondation Scelles n'est pas cependant pas le seul concurrent à contester au Mouvement du Nid — et à sa ligne d'*assimilative reform* — son hégémonie sur l'abolitionnisme. La seconde moitié des années 1990 assiste également à une remobilisation féministe qui, si elle se focalise d'abord sur la défense de l'avortement, investit de nouveaux enjeux, parmi lesquels la prostitution. La pénalisation des clients fait dans toute l'Europe l'objet d'une promotion par les « fémocrates » suédoises qui cible prioritairement les cercles féministes. Ceux de France, et particulièrement le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), y sont réceptifs et s'approprient la définition de la prostitution comme violence sexiste appelant la sanction de ses coupables, à savoir les clients. Hautement improbable quelques années auparavant, la coalition entre l'ancien abolitionnisme catholique et le mouvement des femmes s'établit rapidement, favorisé par le travail de quelques courtières à même de réaliser un travail de traduction mutuelle et de consolidation croisées des positions de deux mouvances. Désormais, les fractions dominantes du féminisme français se réclament de l'abolitionnisme tandis que le Mouvement du Nid se pose en apôtre de l'égalité entre les sexes.

On a détaillé ailleurs (Mathieu 2015) les conditions de l'appropriation politique de la campagne abolitionniste et féministe en faveur de la pénalisation des clients, dont le processus de transposition législative n'est pas achevé à ce jour. On souhaite terminer cette communication en revenant à l'axe d'analyse qui structure *Symbolic Crusade* et qui consiste à rapporter les revendications des mouvements sociaux à leur base sociale. Faute de matériaux solides, on ne contentera ici de quelques hypothèses dont la pertinence reste à confirmer. Il semble ainsi que les effectifs du Mouvement du Nid ont connu, à la faveur du débat public sur la prostitution, un certain rajeunissement (ce dont témoigne le choix d'un trentenaire issu d'un IEP et sans identification religieuse pour porte-parole). Non nécessairement socialisés au sein du catholicisme social, se revendiquant plus volontiers du féminisme et porteurs de conceptions plus intransigeantes que les générations antérieures, ces nouveaux effectifs sont été les promoteurs du tournant répressif au sein de l'organisation. Il semble en revanche que, côté mouvement des femmes, ce soient surtout les fractions les plus anciennes — celles qui ont mené dans les années 1970 et 1980 les luttes contre le viol et les violences domestiques — qui se sont majoritairement ralliées à la pénalisation des clients alors que, porteuses d'une conception moins inquiète de la sexualité, des fractions plus jeunes, et notamment celles inspirées par les théories *queer*, se montrent davantage favorables à la reconnaissance du « travail du sexe ». Sans doute décisive, la variable du capital culturel serait nécessaire pour clarifier les logiques de ces prises de position, certaines organisations aux effectifs jeunes mais scolairement dotés (on pense à Osez le féminisme) s'étant portées à la pointe du combat pour l'abolition de la prostitution.

*

L'approche de Gusfield constitue toujours une ressource inappréciable pour mener ce type d'analyse. Quelles qu'en soient les bases sociales, la disqualification de la sexualité mercantile procède bien d'une entreprise d'imposition à l'ensemble de la population — et spécialement à des clients décrits comme appartenant majoritairement aux couches populaires⁴ — d'une conception, et d'une pratique, socialement situées⁵ de la « bonne sexualité » auxquelles il est « bon », pour soi et pour les autres, de se conformer.

Bibliographie

- Becker H.S., 1985 (1963), *Outsiders. Études en sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Blee K., 2009 [1991], *Women of the Klan. Racism and Gender in the 1920s*, Berkeley, University of California Press.
- Bourdieu P., 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Freire P., 1974, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro.

⁴ On a montré ailleurs (Mathieu 2015) que c'est un portrait socialement cernable que dessine la conception du client élaborée par les abolitionnistes et les féministes : violent, sexiste, raciste, ignorant, à la sociabilité principalement masculine, consommateur d'alcool et amateur de football, le client a tous les traits du « beauf », c'est-à-dire de la représentation que la bourgeoisie cultivée se fait des fractions les plus culturellement et économiquement démunies des classes populaires.

⁵ Celle, sans doute, que décrit Giddens dans *La transformation de l'intimité* (2004) mais sans pointer cette localisation sociale spécifique.

- Giddens A., 2004 (1992), *La transformation de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, Rodez, Le Rouergue/Chambon.
- Grignon C., 1977, « Sur les relations entre les transformations du champ religieux et les transformations de l'espace politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, p. 3-34.
- Gusfield J., 1970 [1963], *Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement*, Chicago & London, University of Illinois Press.
- Gusfield J. 1989, « Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, 36(5), p. 431-441.
- Gusfield J., 2009 [1981], *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.
- Haines H., 1984, « Black Radicalization and the Funding of Civil Rights: 1957-1970 », *Social Problems*, 32(1), p. 31-43.
- Haines H., 2013, « Radical flank effect, in Snow D. A., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Malden and Oxford, Blackwell.
- Honneth A., 2000, *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Folio.
- Laraña E., Johnston H., Gusfield J. (eds.), 1994, *New Social Movements: From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press.
- Legardinier C., 1996, *La Prostitution*, Toulouse, Milan.
- Mathieu L., 2005, « Repères pour une sociologie des croisades morales », *Déviance et société*, 29(1), p. 3-12.
- Mathieu L., 2014, *La Fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, Paris, François Bourin.
- Mathieu L., 2015, « Des monstres ordinaires. La construction du problème public des clients de la prostitution », *Champ pénal/Penal field*, vol. XII, 2015.
- Mathieu L., à paraître, « Le mouvement abolitionniste français dans l'après-guerre : Recompositions et reconversions de la croisade contre la prostitution réglementée », *Déviance et société*.
- Pelletier D., Schlegel J.-L. (dir.), 2012, *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil.
- Pivar D.J., 1973, *Purity Crusade. Sexual Morality and Social Control 1868-1900*, Wesport Conn., Greenwood Press.
- Rousseau A., 1982, « L'Action catholique ouvrière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 44-45, p. 70-71.
- Walkowitz J.R. 1980, *Prostitution and Victorian Society*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Wallis R., Bland R., 1979, « Purity in danger: A survey of participants in moral-crusade rally », *British Journal of Sociology*, 30(2), p. 188-205.
- Zurcher L.A., Kirkpatrick R.G., 1976, *Citizens for Decency. Antipornography Crusades as Status Defense*, Austin, University of Texas Press.